

broyants d'un système qui avait pour résultat de dépouiller le peuple; il comparait le gouvernement conservateur aux prêtres de Baal. Il parlait de la politique nationale comme d'une blague évidente; des chefs conservateurs comme étant des loups, ou une troupe de comédiens, une réunion de jongleurs — une ménagerie — comme étant des instruments et des agents des manufacturiers, qu'il montrait formés en cohortes habiles et bien disciplinées représentant des intérêts sordides, dangereux pour la liberté et constituant une menace permanente pour le gouvernement, — une association de bandits beaucoup plus redoutables que les Barons détrousseurs du Rhin. Ce n'est là seulement que quelques expressions — types tirées de ses discours d'autrefois, néanmoins, l'autre soir il a été aussi doux, aussi courtois et aimable en traitant cette question que le sera mon honorable ami qui siège en face de moi, lorsqu'il se lèvera pour adresser la parole à cette Chambre. Oui, et il a parlé des droits acquis, bien que, lorsqu'il est allé récemment dans le comté de Lanark, les comptes-rendus nous apprennent que sir Richard a dénoncé en termes virulents ceux qui ont fait ces placements et les a peints comme étant de forts broyants imbéciles.

Il a déclaré que la politique du parti libéral aurait pour effet d'établir une union cordiale entre la Grande-Bretagne et les Etats-Unis, et que l'on ne saurait rendre un plus grand service à l'Empire britannique. Si c'est là la politique du parti libéral, comment se fait-il donc que leurs manières conciliantes n'aient pas encore accompli quoique ce soit dans ce sens? Je ne trouve rien dans le discours du Trône nous donnant à entendre qu'une commission va être nommée pour conférer avec une commission semblable instituée par les Etats-Unis, dans le but de s'entendre au sujet des relations commerciales des deux pays. On a laissé entendre au public qu'une mesure dans ce sens serait prise. Peut-être mon honorable ami est-il en état de me dire si cela est exact oui ou non. Il me semble cependant que s'il existe un tel arrangement entre le gouvernement des Etats-Unis et celui du Canada, on n'aurait pas manqué de l'annoncer en toutes lettres au monde entier dans le discours du Gouverneur général. N'est-ce là qu'un de ces petits moyens que ces messieurs emploient volontiers pour se tirer

d'une situation difficile? Ou bien encore, ont-ils constaté, lors de leur visite aux Etats-Unis, qu'ils ont été traités précisément de la même manière que l'a été la délégation envoyée par l'ancien gouvernement conservateur, lorsqu'il résolut de prendre des mesures dans le but de développer nos relations commerciales avec la république voisine?

Les honorables messieurs qui siègent de l'autre côté de cette Chambre ont dénoncé le parti conservateur comme n'étant pas sincères dans leurs prétendus désirs d'étendre les relations commerciales entre les deux pays; ils disaient au peuple: "Portez-nous au pouvoir et dès que nous apparaîtrons de l'autre côté de la ligne frontière, les Etats-Unis descendront immédiatement de leur piédestal et nous donneront ce que nous voulons." Ils ont été traités absolument de la même manière que nous l'avons été. L'esprit qui animait feu l'honorable James Blaine, lorsqu'il était secrétaire d'Etat, exigeait qu'aucun système de réciprocité ne fut accordé au Canada, à moins que nous fussions prêts à joindre nos destinées à celles des Etats-Unis comme partie intégrante de cette république, ou d'imposer des droits différentiels au préjudice de la Grande-Bretagne. M. Blaine nous a dit cela en termes précis et clairs; il déclara la même chose dans un discours prononcé à Boston. C'est là l'esprit qui domine aujourd'hui chez tous les hommes politiques des Etats-Unis, si nous en exceptons quelques marchands de Boston et des autres villes et cités de la frontière, qui bénéficieraient de relations commerciales réciproques avec le Canada. Dans ce cas, que nous reste-t-il à faire? Je ne sais si mon honorable ami va me dire quelle sera la politique douanière du gouvernement actuel? Hier soir, j'ai entendu l'ancien ministre des Finances demander en Chambre comment certains renseignements avaient été obtenus par des citoyens de Kingston, renseignements qui les avaient engagés à remettre les ouvriers à l'ouvrage dans leurs usines, car la raison donnée par le gérant a été que le gouvernement n'avait pas l'intention de changer matériellement les droits sur le coton. Nous savons que le ministre des Finances a exposé à Montréal la politique du gouvernement au cours d'une entrevue, dans laquelle il a fait connaître au peuple des provinces maritimes que l'impôt sur la houille ne serait pas modifié. L'honorable ministre en faisant cette déclaration, a